

Art. 2. La personne bénéficiaire d'une bourse transmet son rapport d'activité au service du Ministère de la Communauté française qui a en charge la gestion des bourses concernées par le projet, au plus tard le 31 octobre de l'année qui suit l'exercice budgétaire au cours duquel la bourse a été octroyée.

Art. 3. Le Ministre ayant la Culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 22 décembre 2006.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme M. ARENA

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme F. LAANAN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 924

[2007/200527]

22 DECEMBER 2006. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden voor het bekomen van beurzen voor steun aan de artistieke creatie, genomen bij toepassing van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, inzonderheid op de artikelen 43, § 1, tweede lid en 46, § 1, eerste lid;

Gelet op het advies nr. 41.571/4 van de Raad van State, gegeven op 21 november 2006, bij toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 december 2006,

Gelet op het advies van de Minister van Begroting, gegeven op 22 december 2006,

Op de voordracht van de Minister belast met Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Onder voorstellen en omschrijven van een origineel creatieproject zoals bedoeld in artikel 43, § 1, 2^o, dient te worden verstaan, voor de muzikale sector, onder andere, het indienen van een partituur of van een model.

Art. 2. De persoon die een beurs krijgt, stuurt de dienst van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die belast is met het beheren van de door het ontwerp betrokken beurzen zijn activiteitenverslag ten laatste op 31 oktober van het jaar dat volgt op het begrotingsjaar tijdens hetwelk de beurs werd verleend.

Art. 3. De Minister tot wier bevoegdheden de Cultuur behoort, is belast met het uitvoeren van dit besluit.

Brussel, 22 december 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Présidente,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 925

[2007/200602]

8 FEVRIER 2007. — **Décret modifiant le décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 1^{er} du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Le présent décret est applicable aux institutions publiques ou privées qui pratiquent la médiation de dettes telle que définie à l'article 1^{er}, 13^o, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation et aux institutions publiques ou privées agréées pour pratiquer la médiation dans le cadre de l'article 1675/17, § 1^{er}, du Code judiciaire.

Ces institutions exercent cette activité sur le territoire de la région de langue française. »

Art. 3. Un article 1^{er}bis, rédigé comme suit, est inséré après l'article 1^{er} du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes :

« Art. 1^{er}bis. § 1^{er}. Le Gouvernement est habilité à fixer une programmation des institutions agréées pour la pratique de médiation de dettes en tenant compte du nombre d'habitants et de la vocation de chaque commune à être desservie par une institution agréée.

§ 2. Ne sont pas soumis à la programmation que le § 1^{er} du présent article charge le Gouvernement de fixer :

- des organismes publics ou privés exclusivement rattachés à une institution ou une entreprise et dont les activités sont déployées au profit d'un public bien spécifique;
- l'institution visée à l'article 13 de l'Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone du 26 novembre 1998;
- les centres de référence agréés pour pratiquer la médiation de dettes dans le cadre du présent décret.

§ 3. Sous réserve d'un retrait décidé en vertu de l'article 11, les institutions disposant d'un agrément à la date d'entrée en vigueur de la programmation conservent leur agrément jusqu'à l'expiration de la période pour laquelle il a été octroyé. La programmation ne peut faire obstacle au renouvellement de leur agrément, aussi longtemps qu'elles restent agréées de façon ininterrompue. »

Art. 4. Dans l'article 4, 1^o, du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, les mots "ou disposant d'une expérience professionnelle utile de trois ans" sont supprimés.

Dans l'article 4, 2^o, du décret du 7 juillet 1994 précité, les mots "ou de l'expérience professionnelle susvisées" sont remplacés par les mots "susvisée ou justifiant d'une expérience professionnelle utile de trois ans".

Art. 5. Dans l'article 11*bis*, § 1^{er}, du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, tel que modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'action sociale et par le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de trésorerie et de dette, d'action sociale et de santé, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

« § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement accorde, suivant les conditions et modalités qu'il fixe, des subventions aux institutions agréées pour pratiquer la médiation de dettes, à l'exception des institutions visées à l'article 1^{er}*bis*, § 2.

Ces subventions sont composées d'une partie forfaitaire et d'une partie variable.

Les critères de calcul de la partie variable des subventions tiennent notamment compte du nombre des dossiers traités par l'institution agréée. »

Art. 6. Dans l'article 11*bis*, § 2, du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, tel que modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'action sociale et par le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de trésorerie et de dette, d'action sociale et de santé, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le Gouvernement peut également agréer et subventionner, suivant les conditions et modalités qu'il détermine et dans les limites des crédits budgétaires, des centres de référence chargés :

- 1^o d'assister sur le plan du droit et de la pratique de la médiation de dettes plusieurs institutions de médiation de dettes agréées, cette assistance pouvant consister en la prise en charge des cas les plus difficiles;
- 2^o d'une mission générale de prévention du surendettement ainsi que d'accompagner les groupes d'appui de prévention du surendettement organisés par les institutions agréées de médiation de dettes ou créés en vertu d'une convention de partenariat, sur les plans pédagogique, technique et de l'évaluation.

Le centre de référence devra disposer de la documentation lui permettant d'offrir aux institutions de médiation de dettes agréées relevant de son ressort territorial toute l'information nécessaire relative à la bonne exécution de leurs missions. Cette information concerne notamment la jurisprudence et son évolution la plus récente. »

Art. 7. L'article 11*ter* du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, tel que modifié par le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de trésorerie et de dette, d'action sociale et de santé, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 11*ter*. § 1^{er}. Le Gouvernement reconnaît, aux conditions et modalités qu'il détermine, l'Observatoire du crédit et de l'endettement.

Cet organisme a pour missions :

- de collecter des données statistiques en matière de surendettement;
- d'étudier l'évolution de la législation et de la jurisprudence;
- d'étudier les pratiques relatives au crédit et les problématiques qui y sont liées;
- de contribuer au travail de prévention en matière de surendettement en diffusant toute information utile auprès du public et des professionnels de l'action sociale ou du crédit;
- d'organiser annuellement un programme de formation de base et continuée pour les médiateurs de dettes.

§ 2. L'Observatoire du crédit et de l'endettement rédige un rapport annuel contenant l'évolution de l'endettement et du surendettement des ménages wallons ainsi que toute donnée utile à une politique de prévention du surendettement.

Il transmet ce rapport au Gouvernement wallon au plus tard le 30 juin de chaque année.

§ 3. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement accorde, suivant les conditions et modalités qu'il détermine, des subventions à l'Observatoire du crédit et de l'endettement.

Ces subventions couvrent :

- 1^o des frais de personnel;
- 2^o des frais de fonctionnement;
- 3^o des initiatives visant à rencontrer une problématique ou pour assurer une mission spécifique. »

Art. 8. L'article 11^{quater} du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, tel que modifié par le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de trésorerie et de dette, d'action sociale et de santé, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 11^{quater}. Bénéficient d'une subvention complémentaire les institutions agréées pour la pratique de la médiation de dettes qui organisent un ou des groupes d'appui pour la prévention du surendettement ou concluent une convention avec un partenaire en vue de l'organisation d'un tel groupe dont les missions sont, via des réunions régulières, d'aborder avec des personnes en situation de surendettement ou ayant connu une telle situation, ainsi qu'avec d'autres personnes intéressées, les problèmes de gestion budgétaire, de surendettement et, de façon générale, tout thème ayant une incidence sur cette gestion en vue d'améliorer leur situation sociale.

Le Gouvernement détermine les conditions et modalités des subventions aux institutions agréées pour les groupes d'appui pour la prévention du surendettement.

Les institutions agréées ou les partenaires conventionnés avec ces institutions doivent, en outre, répondre aux conditions suivantes :

- disposer d'un local permettant d'accueillir un groupe d'au moins quinze personnes;
- développer des animations pédagogiques adaptées aux besoins exprimés par les bénéficiaires dans le cadre des missions prédécrites;
- établir des collaborations et travailler en partenariat avec des services, institutions ou personnes utiles pour aborder les thématiques de prévention du surendettement;
- participer aux réunions d'intervisions organisées par les centres de référence. »

Art. 9. Par dérogation à l'article 3, les assistants sociaux affectés à la médiation de dettes sur la base d'une expérience professionnelle de trois ans avant la date du 1^{er} janvier 2007 sont dispensés de l'obligation de suivi de la formation de base.

Art. 10. A titre transitoire, l'article 11^{quater} du décret du 7 juillet 1994 tel qu'inséré par le décret-programme du 18 décembre 2003 reste applicable aux écoles de consommateurs reconnues à la suite de l'appel à projets biennal qui a été lancé dans le courant du deuxième semestre 2004, jusqu'à l'expiration de la période pour laquelle cette reconnaissance a été accordée.

Art. 11. A titre transitoire, le Gouvernement est autorisé à prendre en compte, pour l'octroi en 2007 d'une subvention complémentaire pour un ou des groupes d'appui pour la prévention du surendettement, les activités déployées en 2006 de la ou des écoles de consommateurs reconnues relevant des institutions agréées pour la médiation de dettes.

Art. 12. Dans le décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, les mots "centre public d'aide sociale" et "centres publics d'aide sociale" sont respectivement remplacés par les mots "centre public d'action sociale" et "centres publics d'action sociale".

Art. 13. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 février 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Documents du Parlement wallon 502 (2006-2007), n^{os} 1 à 9.

Compte rendu intégral, séance publique du 1^{er} février 2007.

Discussion. — Votes.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 925

[2007/200602]

8 FEBRUARI 2007. — Decreet tot wijziging van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Artikel 1 van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de openbare of privé-instellingen voor schuldbemiddeling zoals zij bepaald is in artikel 1, 13°, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet en op de openbare of privé-instellingen erkend als schuldbemiddelaar krachtens artikel 1675/17, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek.

Deze instellingen oefenen die activiteit op het grondgebied van het Franse taalgebied uit. »

Art. 3. Een artikel *1bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd na artikel 1 van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van de instellingen voor schuldbemiddeling :

« Art. *1bis*. § 1. De Regering is gemachtigd om een programmering te bepalen van de instellingen die als schuldbemiddelaar erkend zijn, rekening houdende met het aantal inwoners en met iedere gemeente die het voornemen heeft om door een erkende instelling bediend te worden.

§ 2. Aan de programmering die de Regering zal bepalen overeenkomstig § 1 worden niet onderworpen :

— openbare of privé-instellingen die aan één enkele instelling of onderneming verbonden zijn en waarvan de activiteiten ten behoeve van een welbepaald publiek ontplooid worden;

— de instelling bedoeld in artikel 13 van het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap van 26 november 1998;

— de referentiecentra erkend als schuldbemiddelaar in het kader van dit decreet.

§ 3. Behoudens een krachtens artikel 11 besloten intrekking behouden de instellingen die beschikken over een erkenning op de datum van inwerkingtreding van de programmering hun erkenning tot en met het verstrijken van de periode waarvoor zij toegekend is. De programmering mag de verlenging van hun erkenning niet beletten, zolang ze ononderbroken erkend blijven. »

Art. 4. In artikel 4, 1°, van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling worden de woorden "of met een beroepservaring van drie jaar" geschrapt.

In artikel 4, 2°, van het voornoemde decreet van 7 juli 1994 worden de woorden "of beroepservaring tewerkstellen" vervangen door de woorden "tewerkstellen met bovenvermelde opleiding of die een nuttige beroepservaring van drie jaar bewijst".

Art. 5. In artikel *11bis*, § 1, van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling, zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998 houdende verscheidene maatregelen inzake sociale actie en bij het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake thesaurie en schuld, sociale actie en gezondheid worden het eerste en het tweede lid vervangen door de volgende leden :

« § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering, onder de door haar bepaalde voorwaarden en modaliteiten, toelagen aan de erkende instellingen voor schuldbemiddeling, met uitzondering van de in artikel *1bis*, § 2, bedoelde instellingen.

Deze toelagen bestaan uit een forfaitair en een variabel gedeelte.

De criteria voor de berekening van het variabel gedeelte houden onder meer rekening met het aantal door de erkende instelling behandelde dossiers. »

Art. 6. In artikel *11bis*, § 2, van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling, zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998 houdende verscheidene maatregelen inzake sociale actie en bij het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake thesaurie en schuld, sociale actie en gezondheid wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De Regering kan eveneens, onder de door haar bepaalde voorwaarden en modaliteiten en binnen de perken van de begrotingskredieten, referentiecentra erkennen en subsidiëren die belast zijn met :

1° het verlenen van bijstand op juridisch vlak en inzake de schuldbemiddelingspraktijken aan verschillende erkende instellingen, waarbij deze bijstand voor de moeilijkste gevallen uit een tenlasteneming kan bestaan;

2° met een algemene opdracht inzake voorkoming van schuldoverlast, alsook met het begeleiden van de steungroepen inzake voorkoming van schuldoverlast die door de erkende instellingen voor schuldbemiddeling georganiseerd worden of die krachtens een samenwerkingsovereenkomst opgericht worden, op pedagogisch vlak, op technisch vlak en op evaluatievlak.

Het referentiecentrum moet over de documentatie beschikken die de erkende instellingen voor schuldbemiddeling die onder zijn ambtsgebied vallen, in staat stelt er de nodige informatie te vinden om hun opdrachten uit te voeren. Die informatie betreft o.a. de rechtspraak en de jongste ontwikkeling ervan. »

Art. 7. Artikel 11ter van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling, gewijzigd bij het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verscheidene maatregelen inzake thesaurie en schuld, sociale actie en gezondheid wordt vervangen als volgt :

« Art 11ter. § 1. De Regering erkent het Waarnemingscentrum voor Krediet en Schuldenlast onder de door haar bepaalde voorwaarden en modaliteiten.

Die instelling heeft de volgende opdrachten :

- statistische gegevens inzake schuldoverlast verzamelen;
- de evolutie van de wetgeving en de rechtspraak bestuderen;
- de kredietpraktijken en de daarmee gepaard gaande vraagstukken bestuderen;
- tot het preventiewerk inzake schuldoverlast bijdragen door verspreiding van alle nuttige informatie aan het publiek en aan de personen die beroepshalve in de sociale actie of in het kredietwezen actief zijn;
- jaarlijks een basis- en voortgezet opleidingsprogramma voor de schuldbemiddelaars organiseren.

§ 2. Het Waarnemingscentrum voor Krediet en Schuldenlast maakt jaarlijks een verslag op over de evolutie van schuldenlast en schuldoverlast van de Waalse gezinnen, alsook alle nuttige gegevens voor een preventiebeleid inzake schuldoverlast.

Het zendt dit verslag jaarlijks uiterlijk op 30 juni over aan de Waalse Regering.

§ 3. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering, onder de door haar bepaalde voorwaarden en modaliteiten, toelagen aan het Waarnemingscentrum voor Krediet en Schuldenlast.

Deze toelagen dekken :

- 1° personeelskosten;
- 2° werkingskosten;
- 3° initiatieven die een problematiek willen verhelpen of om een specifieke opdracht te vervullen. »

Art. 8. Artikel 11quater van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling, zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verscheidene maatregelen inzake thesaurie en schuld, sociale actie en gezondheid wordt vervangen door de volgende tekst :

« Art. 11quater. Voor een bijkomende toelage komen in aanmerking de erkende instellingen voor schuldbemiddeling die één of meer steungroepen inzake schuldenlastpreventie organiseren of die een overeenkomst met een partner sluiten met het oog op de organisatie van een dergelijke groep waarvan de opdracht erin bestaat via regelmatige ontmoetingen met personen die in een situatie van schuldenoverlast verkeren of die een dergelijke toestand hebben gekend, de problemen te bespreken inzake budgetbeheer, schuldoverlast en, in het algemeen, ieder thema dat een weerslag heeft op dit beheer om hun sociale situatie te verbeteren.

De Regering bepaalt de voorwaarden en modaliteiten van toelagen aan de erkende instellingen voor de steungroepen inzake schuldenlastpreventie.

De erkende instellingen of de met die instellingen gebonden partners moeten bovendien aan de volgende voorwaarden voldoen :

- over een lokaal beschikken dat een groep van minimum vijftien personen kan onderbrengen;
- pedagogische animaties ontwikkelen die in het kader van de bovenbedoelde opdrachten op de behoeften van de gerechtigden inspelen;
- samenwerkingsverbanden aangaan en in partnerschap werken met terzake doende diensten, instellingen of personen om de thema's inzake schuldenlastpreventie te bespreken;
- aan de door de referentiecentra georganiseerde intervisievergaderingen deelnemen. »

Art. 9. In afwijking van artikel 3 worden de maatschappelijk assistenten die in de schuldbemiddelingsector actief zijn met een beroepservaring van drie jaar vóór 1 januari 2007 vrijgesteld van de verplichting om het opleidingsprogramma te volgen.

Art. 10. Bij wijze van overgangsmaatregel blijft artikel 11quater van het decreet van 7 juli 1994 zoals ingevoegd bij het programmadecreet van 18 december 2003 van toepassing op consumentenscholen die worden erkend na de tweejaarlijkse oproep tot het indienen van projecten opgestart in de loop van het tweede semester 2004 tot en met het verstrijken van de periode waarvoor die erkenning is toegekend.

Art. 11. Bij wijze van overgangsmaatregel wordt de Regering ertoe gemachtigd rekening te houden, voor de toekenning in 2007 van een bijkomende toelage voor één of meer steungroepen inzake schuldenlastpreventie, met de in 2006 verrichte activiteiten in 2006 van de erkende consumentenscholen of -scholen die tot als schuldbemiddelaar erkende instellingen behoren.

Art. 12. In het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling worden, in de Franse versie, de woorden "Centre public d'Aide sociale" en "Centres publics d'Aide sociale" respectievelijk vervangen door de woorden "Centre public d'Action sociale" en "Centres publics d'Action sociale".

Art. 13. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2007.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 8 februari 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van het Waalse Parlement 502 (2006-2007), nrs. 1 tot 9.

Volledig verslag, openbare vergadering van 1 februari 2007.

Bespreking. — Stemmingen.

—————
MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 926

[2007/200603]

10 OCTOBRE 2005. — Arrêté ministériel autorisant temporairement le Laboratoire de la Faune sauvage et de Cynégétique du Centre de Recherche de la Nature, des Forêts et du Bois à immobiliser des animaux des espèces cerf, sanglier et chevreuil dans certains territoires de chasse à des fins de recherches scientifiques

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment les articles 7 et 30bis, insérés par le décret du 14 juillet 1994;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse, donné le 14 septembre 2005;

Considérant les recherches en cours menées par le Laboratoire de la Faune sauvage et de Cynégétique, en particulier celles concernant le suivi des déplacements de populations de grands gibiers, suivi pour lequel le Laboratoire a acquis une expertise internationalement reconnue, et l'intérêt pour la gestion cynégétique du résultat des recherches actuelles,

Arrête :

Article 1^{er}. Les membres du Laboratoire de la Faune sauvage et de Cynégétique du Centre de Recherche de la Nature, des Forêts et du Bois, ainsi que les collaborateurs auxquels il fait appel, sont autorisés, dans le cadre des programmes de recherche scientifique dudit Laboratoire, à immobiliser temporairement des sujets des espèces cerf, sanglier et chevreuil, afin de pouvoir les marquer.

Cette autorisation est valable en tout temps, du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2011.

Toute tentative d'immobilisation d'un animal appartenant aux trois espèces précitées sur un territoire déterminé ne peut s'effectuer qu'avec l'accord écrit des personnes suivantes :

1° le titulaire du droit de chasse sur ce territoire;

2° le directeur de la Division de la Nature et des Forêts territorialement compétent s'il s'agit d'un territoire soumis au régime forestier ou le propriétaire du fonds dans le cas d'un territoire non soumis au régime forestier.

Ces tentatives doivent se dérouler sous le contrôle du directeur de la Division de la Nature et des Forêts territorialement compétent ou de son délégué.

Art. 2. L'immobilisation ne peut se faire qu'au moyen de trappes, filets ou fusils anesthésiants équipés ou non d'une lunette à intensificateur de lumière. En accord avec le chef de cantonnement du ressort, tout procédé susceptible de faciliter une immobilisation pourra être utilisé.